

Contours épistémiques des RI sur le fait musulman en Europe: sécuritisations, pouvoir et production de connaissances

Fatih Dağ¹, Serhat Tekin², Gökhan Bay³

¹ *Université internationale de Rabat & CY Cergy Paris Université; fatih.dag@uir.ac.ma*

² *Université internationale de Rabat; serhat.tekin@uir.ac.ma*

³ *Université internationale de Rabat; gokhan.bay@uir.ac.ma*

Epistemic contours of IR on the Muslim fact in Europe: securitization, power, and knowledge production

Abstract

This article examines the epistemological structure of studies on Islam in Europe through the silent but foundational influence of the discipline of international relations (IR). It shows how dominant approaches in IR have shaped the production of knowledge on Islam in Europe through frameworks focused on security, risk, and governance, and how Muslim subjectivity has been marginalized in this process. The epistemic circulation between academic knowledge production and European security policies contributes to the gradual transformation of Islam studies into a security-focused field. The article explores the effects of these epistemic silences on social representation, democratic participation, and the space for public debate, and proposes alternative epistemic pathways based on postcolonial, critical, and participatory approaches. The research thus draws attention to the need for epistemic justice and pluralism in studies on Islam in Europe.

Keywords

International relations; Securitization; Epistemic silence; Studies on Islam in Europe; Epistemic justice

Contours épistémiques des RI sur le fait musulman en Europe: sécuritisations, pouvoir et production de connaissances

Résumé

Cet article examine la structure épistémologique des études sur l'islam en Europe à travers l'influence silencieuse mais fondatrice de la discipline des relations internationales (RI). Il montre comment les approches dominantes des RI ont façonné la production de connaissances sur l'islam en Europe à travers des cadres axés sur la sécurité, le risque et la gouvernance, et comment la subjectivité musulmane a été marginalisée dans ce processus. La circulation épistémique entre la production de connaissances académiques et les politiques de sécurité européennes contribue à la transformation progressive des études sur l'islam en un domaine axé sur la sécurité. L'article explore les effets de ces silences épistémiques sur la représentation sociale, la participation démocratique et l'espace de débat public, et propose des voies épistémiques alternatives fondées sur des approches postcoloniales, critiques et participatives. La recherche attire ainsi l'attention sur la nécessité de l'épistémique justice et du pluralisme dans les études sur l'islam en Europe.

Mot-clés

Relations internationales ; Sécuritisation ; Silence épistémique ; Études sur l'islam en Europe ; Justice épistémique

الملاح الإيستمولوجية للعلاقات الدولية في مقاربة "الواقع المسلم" في أوروبا: الأمانة، والسلطة، وإنتاج المعرفة

المخلص

تتناول هذه المقالة البنية الإيستمولوجية لدراسات الإسلام في أوروبا من خلال تحليل التأثير الصامت، وإن كان تأسيسياً، لتخصص العلاقات الدولية. وتُظهر كيف أسهمت المقاربات المهيمنة في هذا التخصص في تشكيل إنتاج المعرفة حول الإسلام في أوروبا، وذلك عبر أطر تحليلية تركز على مفاهيم الأمن، والمخاطر، والحكومة، وما نتج عن ذلك من تهميش للذاتية المسلمة. كما تبيّن الدراسة أن التداول الإيستمولوجي بين إنتاج المعرفة الأكاديمية والسياسات الأمنية الأوروبية يسهم في التحول التدريجي لدراسات الإسلام إلى حقل ذي طابع أمني. وتستكشف المقالة آثار هذه الصمات الإيستمولوجية على التمثيلات الاجتماعية، والمشاركة الديمقراطية، والحوار المتاح للنقاش العام، وتقدّم مسارات إيستمولوجية بديلة تستند إلى مقاربات ما بعد استعمارية، ونقدية، وتشاركية. وبذلك تسلط الدراسة الضوء على الحاجة إلى تحقيق العدالة الإيستمولوجية والتعددية المعرفية في دراسات الإسلام في أوروبا.

الكلمات المفتاحية

العلاقات الدولية؛ الأمانة؛ الصمت الإيستمولوجي؛ دراسات الإسلام في أوروبا؛ العدالة الإيستمولوجية

Introduction

En Europe, les études sur l'islam constituent depuis les années 1990 l'un des domaines de recherche les plus dynamiques et les plus controversés des sciences sociales (Stenberg et Wood, 2022). La pérennisation des processus migratoires, l'intégration des communautés musulmanes dans le tissu démographique et culturel des sociétés européennes et, en particulier depuis les années 2000, les transformations survenues autour des axes de la sécurité, de l'identité et de l'intégration sociale (Bertossi, 2007, p. 6-7) ont conduit à la formation de ce domaine non seulement comme un domaine de connaissances descriptif, mais aussi normatif et politique. Dans ce contexte, le fait musulman en Europe ne se contente pas de produire des connaissances empiriques sur les communautés musulmanes ; il s'inscrit dans un débat épistémique plus large sur la manière dont l'Europe se définit, les identités qu'elle place au centre et les subjectivités qu'elle marginalise. Le développement de cette littérature s'est largement déroulé autour de la sociologie, de l'anthropologie, de l'histoire et des études religieuses (Olsson et Stenberg, 2022, p. 93-4). Les travaux axés sur des thèmes tels que les politiques d'intégration, les processus de sécularisation, les relations entre la religion et l'État et le pluralisme culturel ont principalement abordé l'islam en Europe dans le contexte de l'intégration sociale, de la visibilité publique et de la citoyenneté (Yetimoğlu, 2025, p. 51). En revanche, la discipline des relations internationales (RI), bien qu'elle joue un rôle indirect mais déterminant dans la production de connaissances sur l'islam en Europe (Bakir, 2023; Al-Shamari, 2024), est restée relativement invisible dans les débats épistémologiques du domaine. Or, les politiques de sécurité, les stratégies de lutte contre le terrorisme, les discours de politique étrangère et le cadre normatif de l'Union européenne ont une influence directe sur la manière dont l'islam est problématisé en Europe. Dans ce contexte, cet article se propose d'interroger cette relative invisibilité. Il avance que la discipline des relations internationales peut être appréhendée comme un référentiel épistémique silencieux contribuant à structurer les problématiques et les catégories d'analyse mobilisées dans les études sur l'islam en Europe. À travers des cadres centrés sur la sécurité, le risque et la gouvernance, les RI participent à la légitimation de certaines formes de savoir, tout en contribuant à la marginalisation de la subjectivité musulmane et des modes alternatifs de production de connaissance.

Cette étude ne soutient pas que la discipline des relations internationales détermine directement les études sur l'islam en Europe. Elle avance plutôt que, par la circulation des catégories de sécurité, de risque et de gouvernance, les RI contribuent à structurer les problématiques jugées pertinentes ainsi que le répertoire des questions considérées comme légitimes dans ce champ. Dans cette perspective, la théorie des relations internationales est appréhendée non comme un cadre explicatif causal univoque, mais comme un arrière-plan épistémologique qui rend possible et intelligible l'articulation entre production académique et processus politiques. Dans cette optique, il devient de plus en plus nécessaire d'aborder les études

sur l'islam en Europe comme une question épistémologique. Ce domaine ne constitue pas seulement un terrain académique où sont produites des connaissances sur l'islam, mais sert également à définir les limites normatives de l'Europe. Les questions qui sont jugées légitimes, les méthodes qui sont scientifiquement reconnues et les acteurs qui sont qualifiés d'experts doivent être considérés comme le résultat de relations de pouvoir plus larges plutôt que de simples préférences académiques. C'est pourquoi les études sur la réalité musulmane, au-delà de la description de la réalité sociale, constituent un miroir épistémique qui montre comment l'Europe se positionne et avec quelles identités elle établit des relations.

La discipline des relations internationales occupe une position paradoxale dans ce processus. D'une part, elle joue un rôle central en tant que composante fondatrice de l'architecture de sécurité européenne et du discours de politique étrangère, mais d'autre part, elle reste souvent en retrait dans les débats épistémologiques sur l'islam en Europe. Les programmes de recherche axés sur la sécuritisation, la radicalisation et les politiques de prévention présentent souvent l'islam comme une question de gestion et de contrôle plutôt que comme un fait social. Cette situation suggère que les théories de RI ont servi d'acteur fondateur silencieux dans la production de connaissances sur l'islam en Europe. Ce silence comporte deux dimensions. Premièrement, la littérature sur les RI traite généralement l'islam en Europe comme un problème centré sur la sécurité. Cette approche positionne les communautés musulmanes comme des objets politiques plutôt que comme des sujets politiques. Le second est que ce cadre axé sur la sécurité circule dans le milieu universitaire sans être remis en question et est progressivement accepté comme naturel. Ainsi, certaines formes de connaissances deviennent hégémoniques, tandis que les récits et les expériences alternatifs sont marginalisés au niveau épistémique.

Cet article aborde ce silence épistémique à trois niveaux. Premièrement, il examine comment les approches dominantes de la RI conceptualisent l'islam en Europe et sur quelles hypothèses normatives elles s'appuient. Deuxièmement, il analyse la circulation entre la production de connaissances académiques et les processus politiques, mettant en évidence comment le régime de la sécurité s'est institutionnalisé. Enfin, il évalue les possibilités d'orientations épistémiques alternatives en discutant des conséquences sociales et politiques de ces silences. Cette étude ne prétend pas rendre compte de l'ensemble de la diversité disciplinaire des études sur l'islam en Europe. L'analyse se concentre plus spécifiquement sur les productions académiques et institutionnelles structurées autour des problématiques de sécuritisation, de radicalisation, d'intégration et de gouvernance. Dès lors, l'objet de cet article ne correspond pas à la totalité du champ, mais à un sous-ensemble particulier caractérisé par la prégnance de régimes de savoir centrés sur la sécurité. Dans ce cadre, les questions de recherche fondamentales de l'article sont les suivantes : comment les relations internationales façonnent-elles l'architecture épistémique des études sur l'islam en Europe ? Quelles formes de connaissances

sont légitimées et lesquelles sont systématiquement exclues ? Comment l'interaction entre la production de connaissances académiques et les politiques de sécurité influence-t-elle le positionnement social des communautés musulmanes en Europe ? Et enfin, une épistémologie critique et pluraliste dépassant ce processus est-elle possible ? Pour répondre à ces questions, l'article combine une analyse théorique critique et des méthodes de lecture comparative fondées sur le discours. L'objectif est de rendre visibles non seulement le contenu empirique du fait musulman en Europe, mais aussi les conditions, les limites et les relations de pouvoir de la production de connaissances. En ce sens, cette étude constitue une critique interne qui s'adresse autant au domaine des études sur l'islam qu'à la discipline des relations internationales.

Méthodologie

Cette étude adopte une position épistémologique interprétative et critique plutôt que des modèles explicatifs positivistes. L'objectif principal de la recherche est de rendre visibles les hypothèses normatives, les relations de pouvoir et les mécanismes de silence qui sous-tendent les processus de production de connaissances qui orientent les faits musulmans en Europe, plutôt que d'expliquer ces processus dans le cadre de lois causales. Pour cette raison, le travail repose sur l'hypothèse que la réalité sociale n'est pas un domaine découvert objectivement, mais construit à travers des pratiques discursives et institutionnelles. Cette approche est particulièrement significative d'un point de vue méthodologique dans un contexte où les travaux sur l'islam en Europe s'articulent autour des axes de la sécurité, de la radicalisation et de la gouvernance. En effet, le domaine en question n'est pas seulement le produit de phénomènes sociaux observables, mais aussi des significations et des cadres normatifs qui leur sont attribués. De ce point de vue, cette étude s'inscrit dans la tradition épistémologique de la théorie critique, des sciences sociales interprétatives et de la littérature post-positiviste sur les relations internationales.

La recherche se situe délibérément entre les deuxièmes et troisièmes approches parmi les trois paradigmes fondamentaux des sciences sociales, à savoir les approches positiviste, interprétative et critique. Les approches positivistes analysent souvent les études sur l'islam en Europe à partir de variables mesurables, de sondages d'opinion ou de statistiques sur la sécurité. Cette étude s'interroge quant à elle sur les contextes discursifs et institutionnels dans lesquels ces données sont produites. Le paradigme interprétatif part du principe que la réalité sociale est un domaine interprété par les acteurs (Pervin et Mokhtar, 2022). Dans cette optique, des concepts tels que « radicalisation », « intégration » ou « islamophobie » ne représentent pas des réalités objectives, mais des univers sémantiques produits dans des contextes historiques et politiques spécifiques. Le paradigme critique vise quant à lui à mettre en lumière les relations de pouvoir, les hypothèses normatives et les pratiques d'exclusion qui se cachent derrière ces univers sémantiques (Geuss, 1981, pp. 1-2). Cet article combine précisément ces deux approches pour remettre

en question les fondements épistémologiques des études sur l'islam en Europe. L'objectif n'est pas tant de discuter de la véracité ou de la fausseté des informations relatives à l'islam, mais plutôt de mettre en évidence comment, par qui et dans quel contexte elles ont été produites.

L'article s'appuie sur trois ensembles de données principaux. Le premier ensemble comprend les textes fondamentaux des théories dominantes en relations internationales, notamment le réalisme, le libéralisme et le constructivisme, traitant de la sécurité, de l'identité et de la perception des menaces. Cette littérature fournit un cadre théorique permettant de comprendre comment l'islam est problématisé en Europe. Le deuxième recueil de données consiste en les stratégies de lutte contre la radicalisation, les politiques de sécurité intérieure et les appels à projets thématiques des programmes de recherche et d'innovation de l'Union européenne et de ses États membres. Ces documents sont essentiels pour analyser l'interaction entre la production de connaissances universitaires et les processus politiques. Les programmes Horizon, en particulier, orientent indirectement le programme de recherche sur l'islam en Europe à travers des projets axés sur la sécurité et l'intégration sociale. Le troisième corpus de données est constitué d'études académiques critiques et théoriques publiées dans le domaine des études sur l'islam en Europe. Cette littérature est importante pour mettre en évidence les approches épistémiques alternatives développées à l'encontre de la production de connaissances sécuritisées. Lorsque ces trois ensembles de données sont pris en compte conjointement, la recherche ne se limite pas à un débat théorique, mais analyse également de manière multidimensionnelle la circulation épistémique entre le monde universitaire, la politique et le discours public.

Les textes mobilisés dans le cadre de cette étude ne visent pas à constituer un échantillon représentatif, mais sont appréhendés comme un corpus indiciaire destiné à rendre visibles certaines tendances discursives. Les matériaux analysés se répartissent en trois catégories : (1) les textes fondateurs de la littérature en relations internationales et en sécuritisation, (2) les documents institutionnels de l'Union européenne et des États membres, incluant les politiques publiques, les stratégies et les appels à projets, (3) les travaux académiques critiques portant sur l'islam en Europe. Ce corpus est ainsi sélectionné non dans une perspective de généralisation quantitative, mais afin d'analyser les modalités de construction de certains concepts, problématiques et hiérarchies de savoir.

La méthode fondamentale utilisée dans cette étude est l'analyse du discours critique. Celle-ci permet de ne pas se limiter au contenu des textes, mais de se pencher également sur les acteurs qu'ils renforcent, les voix qu'ils étouffent et les cadres normatifs qu'ils reproduisent. Une grande partie des concepts employés dans les études sur l'islam en Europe, même s'ils sont présentés comme des termes techniques et neutres, ont en réalité une forte connotation normative et politique. Par exemple, le concept de « radicalisation » est souvent réduit à des processus psychologiques individuels ou à des problèmes d'intégration sociale (Peels, 2024).

Cette réduction rend toutefois invisible le rôle de l'islam dans le contexte des inégalités structurelles, de la discrimination et de l'exclusion. L'analyse du discours critique rend possible l'examen des contextes, des objectifs et des acteurs qui ont mis en circulation ce type de concepts. En outre, l'étude utilise une méthode de lecture théorique comparative. Elle permet de comparer de manière systématique la manière dont différentes approches de la RI abordent le fait musulman en Europe. Les différences entre les approches telles que le réalisme, le libéralisme et le constructivisme, ainsi que leurs limites épistémiques communes, deviennent ainsi visibles.

La réflexivité occupe une place centrale dans la méthodologie de cette étude. Toute initiative académique traitant des études sur l'islam en Europe comporte inévitablement le risque de reproduire sa propre position épistémique et ses orientations normatives. Il est donc non seulement éthique, mais aussi méthodologique, que le chercheur rende visible sa propre position. Tout en proposant une évaluation critique des traditions de production de connaissances centrées sur l'Europe et des normes établies dans les sciences sociales, cet article ne prétend pas se situer complètement en dehors de ces traditions. Au contraire, il se place précisément au sein de ces traditions afin de rendre visibles leurs limites et leurs angles morts. En ce sens, la réflexivité ne doit pas être conçue comme une simple conscience de soi individuelle, mais aussi comme un appel à la remise en question au niveau institutionnel et disciplinaire. Tant que la discipline des relations internationales ne remettra pas en question ses épistémologies centrées sur la sécurité, elle continuera à reproduire les silences épistémiques qui caractérisent les études sur l'islam en Europe.

Comme toute préférence méthodologique, ce travail présente certaines limites. Tout d'abord, il ne repose pas sur une recherche empirique sur le terrain. Cela limite la possibilité de l'analyse des expériences directes des communautés musulmanes. Ce choix est toutefois délibéré. En effet, l'objectif de ce travail est moins de décrire ces expériences que de s'interroger sur les cadres épistémiques dans lesquels elles s'inscrivent. Deuxièmement, la recherche se concentre principalement sur le contexte de l'Union européenne. Cela exclut les spécificités des contextes nationaux en dehors de l'Europe. Cependant, le niveau de l'UE offre un niveau d'analyse particulièrement propice à la compréhension de l'orientation sécuritaire des études sur l'islam en Europe. En outre, l'étude n'hésite pas à adopter une position normative. Au contraire, elle adopte délibérément une perspective critique. Cette préférence situe l'étude comme une intervention académique fondée sur la recherche de la justice épistémologique plutôt que sur une prétention à l'impartialité. Par ailleurs, cette étude circonscrit son analyse principalement au contexte de l'Union européenne et de l'Europe occidentale. Ce choix se justifie par le fait que les régimes de savoir sécurisés y sont observables sous leurs formes les plus institutionnalisées, tout en laissant de côté les spécificités propres à d'autres contextes nationaux. Enfin, le corpus mobilisé présente un caractère sélectif et ne prétend pas à l'exhaustivité de la littérature existante. Dès lors, l'objectif de cette

recherche n'est pas de proposer un modèle généralisable, mais de rendre analytiquement visibles certaines tendances structurantes.

Cadre conceptuel et théorique

La structure conceptuelle de cette étude s'articule autour de trois concepts fondamentaux : le pouvoir épistémique, la sécuritisation et le silence épistémique. Les concepts mobilisés dans cette section ne sont pas envisagés comme des éléments fondateurs de même niveau, mais sont articulés selon une relation hiérarchisée. La sécuritisation occupe ainsi une position centrale au sein du cadre analytique, tandis que le pouvoir épistémique renvoie aux mécanismes de fonctionnement de ce processus, et que le silence épistémique en désigne les effets. Les approches postcoloniales et féministes sont, quant à elles, mobilisées comme des perspectives critiques complémentaires permettant d'interroger et de mettre en tension cette configuration. Pris ensemble, ces concepts révèlent plus clairement que les études sur l'islam en Europe ne constituent pas seulement un domaine de recherche universitaire, mais aussi un champ de lutte épistémologique où se croisent la production de connaissances, le pouvoir et les normes. L'objectif de cette section n'est pas seulement de définir ces concepts, mais aussi de discuter de leurs fonctions dans le contexte historique et actuel des études sur l'islam en Europe. Cela fournit ainsi les bases théoriques nécessaires pour comprendre le rôle discret mais efficace de la théorie des relations internationales dans ce domaine.

Le pouvoir épistémique désigne les mécanismes normatifs et institutionnels qui confèrent à certaines formes de savoir une signification scientifique, objective ou politique (Lechner et al., 2025, p. 2-3). Ce concept s'inspire des analyses de Michel Foucault sur la relation entre savoir et pouvoir (Foucault, 1978 ; Foucault et al., 1980) et de la théorie du champ académique de Pierre Bourdieu (Bourdieu 1988 ; 1991 ; 1996). Le pouvoir épistémique ne concerne pas seulement qui parle, mais aussi quelles questions peuvent être posées, quelles méthodes sont acceptées comme légitimes et quels acteurs sont reconnus comme experts (Geuskens, 2018, p. 138). Si l'on examine les études sur l'islam en Europe, on constate que le pouvoir épistémique opère à trois niveaux. Le premier niveau est institutionnel. Les universités, les centres de recherche, les organismes de financement et les décideurs politiques déterminent les thèmes prioritaires. Le deuxième niveau est disciplinaire. La sociologie, les sciences politiques et, en particulier, les études sur la sécurité façonnent les orientations théoriques du domaine. Le troisième niveau est celui du domaine public. Les médias et les régimes d'expertise contrôlent la circulation sociale des connaissances académiques. Dans cette structure à plusieurs niveaux, la discipline des relations internationales devient l'un des principaux vecteurs du pouvoir épistémique, en particulier à travers les discours sur la sécurité et la politique étrangère (Bakir, 2023 ; Al-Shamari, 2024). En Europe, l'islam est souvent codé non seulement comme un phénomène social, mais aussi comme une question stratégique liée aux réflexes de protection de l'Europe. Ce codage trouve également un

écho dans le domaine universitaire : les études sur l'islam se transforment progressivement en un domaine de connaissances axé sur la sécurité, le risque et la gouvernance. Cette forme de pouvoir épistémique ne se contente pas de mettre en avant certaines informations, elle rend également invisibles certaines expériences et certains récits. Les expériences quotidiennes des musulmans, la pluralité des pratiques religieuses et les différentes interprétations de l'islam en Europe sont reléguées au second plan dans le régime de connaissances axé sur la sécurité (Yetimoğlu, 2025, p. 51). De cette manière, le pouvoir épistémique détermine non seulement la production de connaissances, mais aussi les limites de celles-ci.

La théorie de la sécuritisation est un cadre développé par l'École de Copenhague qui explique comment une question particulière peut être présentée comme une menace existentielle et ainsi être transférée dans le domaine de la politique extraordinaire. Selon cette théorie, la sécurité est davantage un processus de construction discursive qu'une situation objective. Lorsqu'un acteur définit un certain phénomène comme une menace et que cette définition est acceptée par la société, ce phénomène est transféré dans le domaine de la sécurité (Buzan et Waever, 2003). En Europe, l'islam et les communautés musulmanes ont été au centre de ce processus de sécuritisation, en particulier après le 11 septembre. Les attentats terroristes, les vagues migratoires et les débats sur l'intégration sociale ont conduit à associer de plus en plus l'islam aux discours sécuritaires (Yetimoğlu, 2025, p. 51). Ce processus a profondément influencé non seulement les politiques publiques, mais aussi les programmes de recherche universitaire. Les conséquences épistémologiques de la sécuritisation sont particulièrement importantes. Lorsqu'un phénomène est re-placé dans le domaine de la sécurité, la production de connaissances à son sujet est également façonnée par une logique extraordinaire. Des concepts tels que l'urgence, la gestion des risques et la prévention sont au cœur des analyses universitaires (Bourbeau, 2014). À cet égard, les études sur l'islam en Europe se transforment progressivement en une littérature axée sur les crises, reléguant au second plan les expériences ordinaires de la vie quotidienne, les transformations sociales à long terme et la pluralité de la subjectivité musulmane. À ce stade, la sécuritisation doit être abordée à la fois comme un processus politique et comme une transformation épistémologique. La sécuritisation de l'islam redéfinit les questions qui peuvent être posées et les réponses qui peuvent être jugées significatives. Par exemple, la question « Pourquoi les jeunes musulmans se radicalisent-ils ? » est souvent considérée comme plus légitime que la question « Comment les jeunes musulmans contribuent-ils à la sphère publique ? ». Ce choix constitue une intervention épistémique puissante qui détermine l'orientation et les limites de la connaissance.

Dans le cadre de cette étude, la notion de « silence épistémique » n'est pas mobilisée comme une catégorie large et indéterminée d'exclusion, mais dans un sens plus restreint et analytique. Elle désigne plus spécifiquement le processus par lequel les acteurs musulmans ne sont pas reconnus comme des sujets épistémiques à part entière dans la production de savoir, et par lequel leurs expériences, leurs

modes de conceptualisation et leurs priorités sont relégués au second plan au sein des catégories de savoir considérées comme légitimes. Cet usage, qui renvoie au concept d'injustice épistémique présent dans la littérature, s'appuie sur la littérature relative à l'épistémologie féministe, à la théorie postcoloniale et à la justice épistémique. La conceptualisation de l'« injustice épistémique » par Miranda Fricker (Fricker, 2007) offre notamment un cadre théorique important pour analyser la non-reconnaissance de certains groupes en tant que producteurs de connaissances. Dans le contexte des études sur l'islam en Europe, le silence épistémique se manifeste par le fait que les musulmans sont souvent l'objet de la recherche, mais rarement son sujet. Les travaux universitaires traitent des communautés musulmanes, mais les expériences des acteurs musulmans ne sont que peu prises en compte dans les processus de production de connaissances. Cette situation pose non seulement un problème de représentation, mais aussi de réduction de la qualité des connaissances. Le silence épistémique est également un problème méthodologique. Les études quantitatives, les enquêtes et les statistiques sur la sécurité réduisent souvent l'expérience musulmane à des variables mesurables, tandis que les méthodes de recherche qualitatives, participatives et communautaires restent marginales. Ainsi, certaines formes de connaissances sont reconnues comme scientifiques, tandis que d'autres sont qualifiées de subjectives ou militantes. En ce sens, le silence épistémique ne concerne pas seulement ce dont on ne parle pas, mais aussi la manière dont on ne peut pas en parler. La possibilité pour les acteurs musulmans de s'exprimer dans l'espace public est souvent limitée par le discours sécuritaire. Les figures musulmanes « modérées », « conciliantes » ou « favorables à l'intégration » sont acceptées, tandis que les voix qui dénoncent les inégalités structurelles et la discrimination sont marginalisées (Dağ, 2024, p. 145-6).

En Europe, la production de connaissances sur l'islam n'est pas seulement le fruit des débats contemporains sur la sécurité, mais aussi l'héritage d'une longue histoire coloniale. Selon Edward Said, la tradition orientaliste a souvent codifié l'islam comme un élément statique, irrationnel et extérieur. Cet héritage épistémique a continué d'exister de manière implicite dans de nombreux domaines des sciences sociales modernes (Said, 1979, p. 1-11). Aujourd'hui, le discours sur la sécuritisation peut être lu comme une forme actualisée de cette continuité historique. L'islam n'est plus représenté comme une figure exotique de « l'Orient », mais plutôt comme un « étranger » au sein de l'Europe (Saeed, 2007, p. 11). Mais dans les deux cas, ce qui est commun, c'est que l'islam est situé en dehors de la normalité européenne. Cette perspective historique montre que le pouvoir épistémique n'est pas seulement façonné par les choix politiques actuels, mais aussi par des régimes de connaissance à long terme. Par conséquent, l'orientation sécuritaire des études sur l'islam en Europe n'est pas une mode académique passagère, mais le produit de continuités épistémologiques plus profondes.

Ce cadre conceptuel offre une base critique pour repenser le rôle de la théorie des relations internationales dans les recherches sur l'islam en Europe. La discipline

des relations internationales est le vecteur à la fois théorique et pratique des processus de sécuritisation et de pouvoir épistémique. La centralité du concept de sécurité, la normalité des discours sur les menaces et la perspective étatique exercent une influence directe sur la manière dont l'islam est problématisé en Europe. C'est pourquoi le silence épistémique de la théorie des relations internationales ne signifie pas seulement ne pas parler, mais aussi accepter certaines formes de connaissance comme naturelles et ne plus les remettre en question. Cet article remet précisément en question cette acceptation naturelle et invite la discipline des relations internationales à repenser ses propres limites épistémiques.

1. Angles morts des théories des RI

Les traditions théoriques dominantes dans le domaine des relations internationales (réalisme, libéralisme et constructivisme) abordent l'islam en Europe à l'aide de différents outils conceptuels, mais partagent un terrain épistémique commun : l'islam est souvent représenté non pas comme un sujet politique, mais comme l'objet d'une intervention politique. Cette objectivation découle de l'épistémologie centrée sur la sécurité de la discipline des relations internationales (Tadjbakhsh, 2010, p. 174). Les catégories de menaces et de risques développées pour la politique étrangère ont commencé à être appliquées à la politique intérieure après la guerre froide. C'est ainsi que l'islam a progressivement été codifié en Europe comme une question de sécurité intérieure (Cesari, 2012, p. 432-433). Si cette expansion peut sembler être une ouverture interdisciplinaire, elle a en réalité entraîné certaines cécités épistémiques.

L'approche réaliste traite la sécurité comme une question existentielle pour l'État et relie la perception de la menace à la structure anarchique du système international (Waltz, 1979, p. 88-97 ; Mearsheimer, 2001, p. 29-54). Historiquement axée sur des questions telles que les guerres entre États, l'équilibre des puissances et les capacités militaires, cette perspective s'est élargie à la politique intérieure avec l'émergence, après la guerre froide, de questions telles que le terrorisme et les migrations irrégulières (Buzan, 1991). Dans le contexte européen, cet élargissement a conduit à inclure progressivement l'islam et les communautés musulmanes dans la catégorie des menaces intérieures. L'approche sécuritaire désigne le processus par lequel les acteurs qui présentent l'islam comme une menace existentielle pour les normes politiques et laïques de l'Europe légitiment des mesures exceptionnelles pour le contrôler (Cesari, 2012, p. 432-433). Un exemple concret, l'état d'urgence décrété par la France entre le 14 novembre 2015 et le 1er novembre 2017 à la suite des attentats de Paris en 2015, montre comment la logique réaliste se reflète dans la sécurité intérieure (Counter Extremism Project, 2024). Au cours de cette période, 4 469 perquisitions ont été effectuées, la grande majorité d'entre elles dans des quartiers musulmans, et seules six ont donné lieu à des accusations de terrorisme (The Intercept, 2019). En 2018, environ 26 000 personnes étaient enregistrées dans

la base de données des services de renseignement appelée « Fichier S », dont environ 10 000 étaient associées à l'extrémisme religieux (France 24, 2018). L'islam a ainsi cessé d'être un simple phénomène culturel ou religieux pour devenir une question de sécurité stratégique.

Dans un cadre réaliste, les communautés musulmanes sont souvent perçues non pas comme des acteurs politiques, mais comme un domaine à risque qu'il convient de gérer. Cette approche rend invisibles les contributions sociales, les expériences quotidiennes et les identités pluralistes des musulmans, tout en les transformant en cibles des politiques de sécurité (Human Rights Watch, 2016). Les musulmans qui affichent ouvertement leur identité religieuse, notamment à travers leur habillement ou leur participation à des activités religieuses, font l'objet d'une surveillance et d'un contrôle politiques accrus (Cesari, 2012, p. 434). Le réalisme offre ainsi un cadre épistémique objectivant pour la production de connaissances sur l'islam en Europe. Une conséquence importante de cette objectivation est l'effacement de la diversité de l'islam en Europe. Les différentes origines ethniques, les divisions sectaires, les positions sociales et les orientations politiques sont fondues dans le discours sécuritaire sous une seule catégorie, celle de la « menace musulmane ».

L'approche libérale offre un cadre normatif plus inclusif que le réalisme. Les concepts tels que les droits de l'homme, la primauté du droit, le pluralisme et la gouvernance sont des références libérales fréquemment utilisées dans les études sur l'islam en Europe. Dans cette perspective, les communautés musulmanes sont abordées comme une question d'intégration et de participation plutôt que comme une menace. Cet aspect inclusif cache néanmoins une tension épistémique importante. Le discours libéral définit souvent les musulmans comme des acteurs qui doivent s'adapter (Meer & Modood, 2009, p. 473-497). Les politiques d'intégration, tout en encourageant apparemment le pluralisme, reproduisent en réalité une logique d'assimilation centrée sur la normalité européenne (Joppke, 2007, p. 245 ; Modood, 2011, p. 7).

Les examens d'« inburgering » (intégration civique) mis en place par les Pays-Bas dans le cadre de la loi sur l'intégration à l'étranger (*Wet inburgering in het buitenland*) entrée en vigueur le 15 mars 2006 concrétisent cette approche paternaliste (Human Rights Watch, 2008). Les migrants sont tenus d'apprendre la langue, l'histoire et les valeurs libérales des Pays-Bas. Les images figurant dans les supports d'examen (couples bronzant sur la plage, mariages homosexuels) visent clairement à tester l'adaptation à la « normalité néerlandaise ». Bien que cette pratique s'applique à tous les migrants et pas uniquement aux migrants musulmans, elle touche en réalité de manière disproportionnée les musulmans d'origine marocaine et turque. Les musulmans sont ainsi considérés non pas comme des partenaires épistémiques égaux, mais comme des communautés qui doivent être mises en conformité avec les valeurs libérales.

Les expressions « islam modéré », « musulman compatible » ou « pratiques religieuses compatibles avec les valeurs européennes », que l'on rencontre couramment dans la littérature universitaire, impliquent une hiérarchie normative (Cesari, 2012, p. 434-435) dans laquelle certaines formes d'islam sont jugées légitimes, tandis que d'autres sont mises à l'écart. Un autre angle mort de l'approche libérale consiste à réduire les inégalités structurelles à des problèmes d'intégration individuelle. Les questions telles que le chômage, la discrimination dans l'éducation et la ségrégation spatiale sont souvent expliquées par des différences culturelles, ce qui rend invisibles les pratiques d'exclusion des sociétés européennes.

Le constructivisme, quant à lui, a apporté une contribution importante à la littérature sur l'identité, les normes et le discours (Magued, 2019, p. 84). Les constructivistes, qui accordent un rôle central aux idées dans la définition des réalités mondiales, admettent que les comportements, les « identités » et les « intérêts » des États sont socialement construits par les significations et les interprétations collectives qu'ils attribuent au monde (Magued, 2019, p. 84). Dans le contexte du débat sur l'islam en Europe, les travaux constructivistes ont notamment porté sur la manière dont l'identité musulmane est construite et façonnée par les discours politiques. Cette approche offre une ouverture critique significative par rapport aux hypothèses objectivistes du réalisme et du libéralisme. La critique formulée ici ne vise pas l'ensemble des variantes du constructivisme, mais plus spécifiquement ses usages dominants, qui tendent à analyser les dynamiques identitaires et discursives principalement à travers les États et les élites politiques. Les approches constructivistes critiques ainsi que les perspectives post-positivistes offrent, à cet égard, des contributions importantes pour dépasser ces limites. Cela dit, le constructivisme présente également d'importantes limites épistémiques.

Les « lois sur les ghettos » adoptées par le Danemark en mars 2018 (officiellement intitulées « Un Danemark sans sociétés parallèles : pas de ghettos en 2030 ») illustrent à la fois la force et les limites de l'analyse constructiviste (Koch, 2021, p. 285-305). Ces lois ont instauré des mesures telles que la double peine, la surveillance obligatoire de l'État dans l'enseignement préscolaire et même un couvre-feu nocturne, en qualifiant certains quartiers de « sociétés parallèles ». Alors que 29 quartiers étaient classés dans cette catégorie en 2018, leur nombre est tombé à 10 en 2022 (Al Majalla, 2024). Une lecture constructiviste peut expliquer efficacement comment ces réglementations construisent et stigmatisent spatialement l'identité musulmane (Tadjbakhsh, 2010, p. 188). Cette approche se concentre souvent sur les discours des États et des élites politiques, reléguant ainsi les récits des communautés musulmanes au second plan (Open Society Foundations, 2024). De ce fait, malgré son potentiel critique, le constructivisme produit indirectement une épistémologie centrée sur l'État (Magued, 2019, p. 85). Finalement, les analyses constructivistes appréhendent généralement la construction identitaire à un niveau discursif abstrait et ne discutent pas suffisamment des conséquences matérielles de ces discours dans la vie sociale. Or, en Europe, les discours sur l'islam ne se limitent pas à des mots : ils ont une large portée, allant des politiques éducatives aux pratiques

d'emploi, en passant par les interventions policières et les représentations médiatiques. Lorsque cette dimension matérielle est ignorée, le silence épistémique se reproduit sous une autre forme.

En dépit des différences entre le réalisme, le libéralisme et le constructivisme, ces trois approches présentent une similitude frappante dans leur manière d'aborder le fait musulman en Europe : l'islam est souvent envisagé comme un objet d'intervention politique plutôt que comme un sujet politique (Magued, 2019, p. 86 ; Tadjbakhsh, 2010, pp. 174-175). Cette objectivation, bien qu'elle s'exprime dans des langages théoriques différents, repose sur un terrain épistémique commun. Ce terrain repose sur une vision du monde centrée sur la sécurité. L'islam est présenté soit comme une menace directe, soit comme un problème d'intégration, soit comme un problème discursif ; mais il est rare que les acteurs musulmans, leurs agendas politiques, leurs processus de production de connaissances et leurs revendications publiques soient mis au centre. Si cette externalisation de l'islam et des musulmans n'est pas un phénomène nouveau dans l'histoire des sociétés occidentales (Cesari, 2012, p. 434), le processus de sécuritisation renforce cette externalisation et les transforme en « ennemis » tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Ce constat met en évidence le caractère paradoxal de la contribution de la discipline des relations internationales aux études sur l'islam en Europe. D'une part, les relations internationales offrent des outils théoriques puissants pour analyser les processus de sécuritisation. D'autre part, ces outils, lorsqu'ils sont utilisés sans remise en question, reproduisent la sécuritisation elle-même. La discipline devient ainsi le vecteur épistémique des processus qu'elle critique. Une autre dimension de l'influence du modèle des relations internationales sur les études sur l'islam en Europe est l'internationalisation de la politique intérieure. Les questions telles que le terrorisme, les migrations et la radicalisation sont de plus en plus envisagées comme des prolongements de la politique étrangère et des stratégies de sécurité, et les dynamiques internes des sociétés européennes sont encadrées par des discours sur les menaces mondiales (Tadjbakhsh, 2010, p. 175). Ce processus entraîne un glissement épistémique. Les explications sociologiques et historiques cèdent la place aux analyses sécuritaires, tandis que les questions telles que les inégalités sociales et la discrimination institutionnelle deviennent secondaires. Les études sur l'islam sont l'un des domaines où ce glissement est le plus perceptible. À ce stade, l'épistémologie des relations internationales sert de logique de fond qui détermine l'orientation des études sur l'islam en Europe. Les épistémologies axées sur la sécurité influencent non seulement la littérature universitaire, mais aussi la répartition des fonds de recherche, les titres des projets et même les choix de carrière des jeunes chercheurs.

Enfin, le silence épistémique ne résulte pas uniquement des pressions politiques ou du discours médiatique. Il est également le produit d'habitudes disciplinaires (Tadjbakhsh, 2010, p. 174). La discipline des relations internationales s'est longtemps constituée comme un domaine de connaissances centré sur l'État, axé sur la sécurité et dominé par les hommes. Cet héritage historique détermine encore

aujourd'hui les thèmes que la discipline considère comme sérieux. Dans le contexte du fait musulman, cela conduit à considérer comme secondaires, d'un point de vue académique, les expériences quotidiennes, le monde émotionnel et les débats internes aux communautés musulmanes. La critique formulée dans cette section ne vise donc pas seulement certaines approches théoriques, mais la discipline des relations internationales elle-même. À partir de cette analyse, il est possible de synthétiser la relation entre la théorie des relations internationales et les études sur l'islam en Europe à travers une typologie en trois niveaux : (1) au niveau conceptuel : le cadrage des problématiques à travers les catégories de sécurité, de menace et de risque ; (2) au niveau institutionnel : l'orientation des agendas de recherche via les processus d'élaboration des politiques publiques et les régimes de financement ; (3) au niveau discursif : la légitimation de certaines formes de savoir à travers les régimes d'expertise. Considérés conjointement, ces trois niveaux montrent que la théorie des relations internationales produit un effet épistémique non pas direct, mais indirect et stratifié.

2. Circulation épistémique entre la politique et l'académie

En Europe, la relation entre la production de connaissances sur l'islam et les politiques publiques n'est pas linéaire, mais cyclique. Les institutions chargées de la sécurité et les décideurs politiques reprennent les cadres conceptuels et les définitions des problèmes issus des travaux universitaires, tandis que le monde universitaire, influencé par les priorités politiques, redéfinit son programme de recherche. Cette interaction réciproque est particulièrement visible dans des domaines tels que la radicalisation, la lutte contre le terrorisme et l'intégration sociale. La montée du discours anti-islamique est l'une des caractéristiques les plus manifestes de ce processus cyclique : limité aux partis d'extrême droite dans les années 1980, ce discours a imprégné la politique dominante après le 11 septembre (Cesari, 2012, 434). Par exemple, l'approche de la « sécurité préventive » (preventive security) est apparue pour la première fois dans le document stratégique de l'UE contre le terrorisme de 2005, puis s'est répandue dans la littérature académique en tant que cadre théorique. Elle préconise l'identification et l'intervention préventives des idées radicales avant qu'elles ne se transforment en violence. Le programme « Prevent » mis en œuvre par le Royaume-Uni en 2015 applique également cette logique. En vertu de ce programme, les enseignants, les professionnels de santé et les travailleurs sociaux sont tenus de signaler les personnes présentant des « signes de radicalisation » (HM Government, 2015 ; Counter Extremism Project, 2024). De cette manière, un concept académique s'est transformé en un vaste mécanisme de surveillance sociale. Par la suite, ces expériences pratiques sont réintégrées dans la littérature académique sous forme d'« études de cas » et renforcent la légitimité de l'approche préventive en matière de sécurité. Le savoir est ainsi devenu un outil de gestion circulant en permanence entre le monde académique et le monde politique.

L'Union européenne a institutionnalisé ses politiques de sécurité intérieure, en particulier depuis le milieu des années 2000. La lutte contre le terrorisme, la sécurité des frontières et la lutte contre la radicalisation ont été placées au cœur de la gouvernance européenne. Ce processus d'institutionnalisation a profondément influencé non seulement l'élaboration des politiques, mais aussi la répartition des fonds de recherche. Dans le cadre du programme-cadre Horizon 2020 (2014-2020), un budget d'environ 1,7 milliard d'euros a été alloué au titre de « Sociétés sûres » (Secure Societies) (BMBF Security Research, 2020 ; European Forum for Urban Security, 2018). Une partie importante de ces fonds a été consacrée à des questions telles que la radicalisation, les menaces terroristes et la sécurité des frontières.

Le programme Horizon Europe (2021-2027) poursuit dans la même voie. Dans les appels à projets lancés dans le cadre du volet « Sécurité civile pour la société », les thèmes tels que « les facteurs conduisant à la radicalisation », « la résilience sociale » et « la résistance aux opérations d'information » occupent une place prépondérante (European Research Executive Agency, 2024). Cette situation a contribué à la transformation progressive des études sur l'islam en Europe en un domaine de connaissances axé sur les projets et orienté vers la pratique. Les questions de recherche sont souvent formulées en fonction des besoins des décideurs politiques. La question « À quoi cela sert-il ? » prend le pas sur la question « Qu'est-ce que cela signifie ? ». Par conséquent, les travaux sur l'islam risquent d'être réduits à un domaine d'expertise technique fournissant des données aux politiques de sécurité, plutôt qu'à un domaine critique visant à comprendre la réalité sociale.

En Europe, la production de connaissances dans le domaine des sciences sociales est de plus en plus axée sur des projets, ce qui constitue l'une des caractéristiques structurelles les plus marquantes de ce processus. Les cycles de financement à court terme, les critères de performance axés sur les résultats et l'accent mis sur l'impact contraignent la recherche universitaire à se conformer à certains formats. Cette contrainte est particulièrement forte dans les domaines politiquement sensibles, tels que les études sur l'islam. La production de connaissances sous forme de projets oriente les chercheurs vers des thèmes sûrs ; les critiques radicales et les remises en question normatives sont souvent perçues comme risquées. Supposons, à titre d'exemple, qu'un chercheur soumette une proposition de projet sur « les formes de participation politique et l'organisation de la société civile des jeunes musulmans en Europe ». Cette proposition pourrait être jugée « intéressante sur le plan académique » mais « d'impact politique limité » par les comités de financement. En revanche, une proposition intitulée « Systèmes d'alerte précoce pour prévenir la radicalisation » pourrait plus facilement obtenir un financement, car elle est conforme aux priorités politiques de l'UE et offre un potentiel de coopération avec les institutions chargées de la sécurité. Cette dynamique réduit la diversité épistémique et conduit à ce que certaines questions soient constamment posées, tandis que d'autres sont systématiquement écartées. Cela rend encore plus complexe le rôle de la discipline des relations internationales dans les études sur l'islam en Europe. D'une part, les relations internationales proposent des outils critiques

pour analyser les processus de sécuritisation (Magued, 2019, p. 84-85) ; d'autre part, ces outils, lorsqu'ils sont utilisés dans le cadre d'une logique de projet, peuvent contribuer à renforcer les régimes de connaissance centrés sur la sécurité.

Une autre dimension de la circulation épistémique entre la politique et l'université est la formation de régimes d'expertise. Les experts qui s'expriment sur les questions de sécurité et de radicalisation proviennent pour la plupart de disciplines et de milieux institutionnels spécifiques. Ces personnalités bénéficient d'une grande visibilité dans les médias et les processus politiques, contrairement aux voix issues des communautés musulmanes elles-mêmes, qui sont rarement accueillies avec la même légitimité (Tadjbakhsh, 2010, p. 175). Les intellectuels sont également devenus des acteurs importants de ce processus de sécuritisation ; la rhétorique anti-islamique est souvent présentée comme un « courageux discours de vérité » et est appréciée en tant que telle (Cesari, 2012, p. 435). Cette situation crée une hiérarchie épistémique distincte dans les études sur l'islam en Europe. Le Réseau de sensibilisation à la radicalisation -*Radicalisation Awareness Network* – RAN-, mis en place par la Commission européenne en 2011, est un exemple institutionnel de cette hiérarchie. Le RAN fonctionne comme une plateforme réunissant des experts en sécurité, des universitaires, des représentants de la société civile et des praticiens de toute l'Union européenne (European Commission, 2024). Mais si l'on examine les groupes de travail et les publications de ce réseau, on constate que les analyses réalisées à partir du point de vue des communautés musulmanes sont limitées. Les connaissances académiques sont souvent produites par des acteurs non musulmans, tandis que les musulmans restent les objets de ces connaissances (Magued, 2019, p. 86-87). Cette asymétrie de représentation n'est pas seulement un problème éthique, mais aussi un problème structurel qui restreint la qualité des connaissances. Les régimes d'expertise accélèrent également la circulation de certains concepts. Des expressions telles que « risque de radicalisation », « déficit d'intégration » ou « problème d'adaptation sociale » passent des documents politiques aux articles universitaires, puis au discours médiatique, devenant ainsi des réalités naturelles. Les hypothèses normatives qui sous-tendent ces concepts restent souvent incontestées.

La circulation épistémique entre la politique et l'université soulève également la question de l'autonomie du domaine universitaire. Les sciences sociales ont toujours été considérées comme le lieu de la pensée critique. Cependant, cette autonomie est aujourd'hui de plus en plus remise en cause. Les chercheurs travaillant dans des domaines politiquement sensibles, tels que la sécurité, sont notamment encouragés, de manière directe ou indirecte, à se conformer aux priorités politiques. Ce phénomène a un double effet sur les recherches sur l'islam en Europe. D'une part, les connaissances universitaires sont davantage intégrées dans les processus décisionnels et gagnent en influence. D'autre part, cette proximité affaiblit la distance critique et limite la capacité de questionnement indépendant du monde universitaire. Ainsi, la production de connaissances devient progressivement un instrument de gouvernance (Tadjbakhsh, 2010, p. 187). La discipline des relations

internationales joue un rôle clé dans cette transformation. La relation historiquement étroite entre les relations internationales et la politique rend les recherches dans le domaine de la sécurité particulièrement sensibles à cette logique de gouvernance. L'orientation sécuritaire des études sur l'islam en Europe peut être considérée comme un reflet concret de cette proximité disciplinaire.

Les processus discutés dans cette partie montrent que le silence épistémique n'est pas seulement le produit de préférences individuelles ou d'habitudes discursives, mais qu'il s'agit au contraire d'un phénomène structurellement institutionnalisé. Les régimes de sécurité, les logiques de financement et les hiérarchies d'expertise fonctionnent ensemble pour mettre systématiquement en avant certaines formes de connaissances et en rendre d'autres invisibles. Le processus de sécuritisation, en présentant l'islam comme une menace existentielle nécessitant des mesures extraordinaires en dehors de la politique ordinaire, prépare le terrain pour des actions et des mesures qui portent atteinte aux libertés civiles et à la liberté de religion (Cesari, 2012, p. 433). À cet égard, les études sur l'islam en Europe risquent d'être confinées dans un espace épistémique de plus en plus restreint. La littérature qui traite des thèmes de la radicalisation, de l'intégration et de la sécurité ne reflète pas suffisamment la créativité sociale, la pluralité culturelle et les revendications politiques des communautés musulmanes. Il s'agit là d'un problème démocratique et non d'une simple lacune académique. À ce stade, il est essentiel pour l'avenir des études sur l'islam en Europe de réfléchir de manière critique à la circulation épistémique entre la politique et le monde universitaire. Sinon, les régimes de connaissance axés sur la sécurité continueront à limiter non seulement les politiques, mais aussi l'imagination académique.

3. Conséquences sociales et politiques du silence épistémique

Le silence qui entoure les études sur l'islam en Europe favorise certes la marginalisation de certaines formes de savoir, mais contribue également à restreindre la place sociale des communautés musulmanes. En Europe, les musulmans sont des acteurs dont on parle beaucoup dans l'espace public, sans qu'ils s'expriment eux-mêmes. L'islam est souvent à l'ordre du jour dans les médias, la politique et les débats universitaires, mais la plupart de ces discussions se déroulent sans la participation directe des musulmans. Il s'agit là d'une crise de représentation au sens classique du terme. Comme le souligne Gayatri Spivak, certains sujets ne sont pas « muets » parce qu'ils ne parlent pas, mais parce que même lorsqu'ils s'expriment, leurs discours ne peuvent être intégrés dans les structures discursives dominantes, ne sont pas reconnus et ne peuvent être représentés. La crise de représentation dont il est question ici n'est pas seulement une exclusion politique, mais aussi un état d'isolement épistémologique. Même si le sujet subalterne a la capacité de s'exprimer, le fait que ses propos ne s'inscrivent pas dans un cadre audible et légitime le place dans une position d'oppression épistémologique. Dans les débats sur l'islam

en Europe, le fait que les musulmans soient considérés comme des objets passifs peut être interprété comme le reflet de ce régime de silence épistémique théorisé par Spivak (Spivak, 1988, p. 308). Cette crise de représentation se manifeste à deux niveaux. Le premier niveau est celui de la représentation symbolique : les musulmans apparaissent souvent sous des formes stéréotypées. Des figures telles que « le musulman modéré », « le jeune à risque de radicalisation » ou « la famille en difficulté d'intégration » occupent une place centrale dans le discours public. Or, ces figures sont loin de refléter la diversité interne des communautés musulmanes. Le deuxième niveau est celui de la représentation politique : la participation des acteurs musulmans aux processus décisionnels politiques se limite souvent à un rôle consultatif et leur influence sur les mécanismes décisionnels est faible. Le silence épistémique est l'une des dynamiques fondamentales de cette crise de représentation (Dotson, 2011, p. 237). Le fait que les musulmans ne soient pas reconnus comme producteurs de connaissances rend également difficile leur participation au débat public. Il existe donc un lien direct entre les régimes de connaissance et les formes de représentation.

Une autre conséquence importante du silence épistémique est la sécuritisation croissante de l'espace public européen. Les débats sur l'islam sont menés davantage sous l'angle de la sécurité, du risque et de la prévention que dans le contexte du pluralisme culturel ou de la justice sociale. Cette situation restreint les limites du débat dans l'espace public (Cesari, 2009, p. 1-2). Des questions telles que la construction de mosquées, le port du voile ou l'éducation religieuse sont souvent abordées non pas dans le cadre des droits civiques, mais dans celui de l'intégration sociale ou du risque de radicalisation. Cette approche fait passer les demandes des musulmans du statut de revendications démocratiques à celui de problèmes à gérer. La sécuritisation de l'espace public affecte non seulement les musulmans, mais aussi le fonctionnement des démocraties européennes. Le discours sécuritaire légitime généralement des mesures exceptionnelles, ce qui conduit à un déséquilibre entre liberté et sécurité au profit de cette dernière. Un tel silence épistémique contribue ainsi au rétrécissement de l'espace démocratique. À ce stade, il convient de souligner la nature performative des connaissances universitaires. La connaissance ne se contente pas de définir la réalité, elle la façonne et la produit. En Europe, les discours universitaires sur l'islam jouent un rôle actif dans la construction de la réalité sociale à travers les concepts et les cadres théoriques utilisés. Ces types de discours peuvent préparer le terrain pour que certaines pratiques de la vie quotidienne fassent l'objet d'une gestion et d'un contrôle. Ce processus correspond aux formes de pouvoir que Foucault définit comme « la conduite de la conduite » (Foucault, 1982, p. 788). L'expression « jeunes à risque de radicalisation », notamment, désigne un groupe social particulier comme une menace potentielle permanente. Cette étiquette entraîne une série de conséquences pratiques, allant des politiques éducatives aux pratiques policières. Ainsi, le savoir académique devient non seulement une force d'analyse, mais aussi une force d'orientation. Cet effet performatif est directement lié au silence épistémique. En effet, ce sont les connaissances qui

circulent et les récits qui sont marginalisés qui déterminent la forme que prendra la réalité sociale. Lorsque les expériences quotidiennes, les réseaux de solidarité et les productions culturelles des musulmans ne trouvent pas suffisamment leur place dans la littérature académique, ces domaines deviennent également invisibles dans l'imaginaire public.

L'une des conséquences les plus profondes du silence épistémique est la limitation de la participation démocratique. Les sociétés démocratiques se caractérisent non seulement par leurs mécanismes électoraux, mais aussi par la possibilité de participer aux débats publics. Pourtant, l'exclusion des musulmans des processus de production de connaissances rend difficile leur participation aux débats publics en tant qu'acteurs à part entière. Cette situation est particulièrement préoccupante pour les jeunes générations. Les jeunes musulmans nés et élevés en Europe souhaitent d'une part être acceptés comme membres à part entière des sociétés européennes, mais d'autre part, ils sont constamment associés à des discours sécuritaires. Il existe une littérature critique substantielle suggérant que ces deux dynamiques sont susceptibles d'affaiblir le sentiment d'appartenance et de favoriser des formes de désaffiliation politique. Le silence épistémique n'est donc pas seulement une injustice académique, mais aussi un problème de participation politique. L'incapacité des acteurs musulmans à s'exprimer dans la sphère publique a une incidence directe sur la qualité de la représentation démocratique.

Enfin, il convient de souligner le rôle que joue le silence épistémique dans la reproduction des perceptions de l'islam dans les sociétés européennes. Lorsque les discours académiques et politiques atteignent un large public par le biais des médias, certaines images et certains stéréotypes se renforcent. L'islam étant souvent évoqué dans le contexte des crises, des menaces et des problèmes d'intégration, ces images s'ancrent dans la conscience sociale. Ce processus alimente indirectement les pratiques d'islamophobie et de discrimination (Poole, 2002, p. 45). Le cadre sécuritaire des connaissances académiques conforte les préjugés qui courent dans l'espace public. Cela aggrave la discrimination à laquelle les musulmans sont confrontés dans leur vie quotidienne. De ce fait, le silence épistémique ne concerne pas seulement ce dont on ne parle pas, mais aussi ce dont on parle toujours de la même manière. Néanmoins, un nombre croissant de travaux s'attachent à rendre visibles la participation des acteurs musulmans à l'espace public ainsi que des formes alternatives de production de savoir. Les organisations de la société civile musulmane, les mouvements de jeunesse et les initiatives académiques critiques contribuent à élaborer des récits qui dépassent les cadres discursifs centrés sur la sécurité. Ces dynamiques montrent que les silences épistémiques ne sont pas absolus, mais qu'ils font l'objet de processus continus de négociation et de transformation.

4. Voies épistémiques alternatives et possibilités transformatrices

Comme on peut le comprendre à partir des parties précédentes, il apparaît

que les études sur l'islam en Europe sont confinées à un domaine épistémique restreint, sous l'influence des régimes sécuritaires de savoir et des contributions discrètes de la discipline des relations internationales. Les orientations épistémiques alternatives possibles face à ce rétrécissement constituent également un sujet de discussion majeur. L'objectif n'est pas seulement de critiquer la situation actuelle, mais aussi de mettre en évidence les possibilités théoriques et méthodologiques qui permettraient aux études sur l'islam en Europe de s'ouvrir à un espace de connaissance pluraliste, participatif et démocratique. Dans ce contexte, les alternatives envisagées sont discutées à trois niveaux : les ouvertures théoriques, les transformations méthodologiques et les possibilités de restructuration institutionnelle.

Les approches postcoloniales et critiques des relations internationales constituent la première étape des voies épistémiques alternatives. Ces approches offrent des outils puissants pour remettre en question les limites historiques et normatives des traditions de production de connaissances centrées sur l'Europe. La littérature postcoloniale sur les relations internationales souligne que l'ordre international moderne n'est pas seulement façonné par les relations interétatiques, mais aussi par les passés coloniaux, les constructions identitaires hiérarchiques et les régimes de connaissance. Aborder les études sur l'islam en Europe dans ce cadre permet de montrer que les communautés musulmanes ne sont pas seulement l'objet des politiques de sécurité actuelles, mais aussi le sujet de relations coloniales et postcoloniales de longue date. Cette perspective permet de repenser la place de l'islam en Europe non pas comme un problème d'adaptation ou d'intégration, mais comme une question de justice historique et d'égalité épistémique. Ainsi, les recherches sur l'islam peuvent sortir du cadre sécuritaire et s'inscrire dans une plateforme critique qui remet en question les fondements normatifs de l'Europe. Les recherches critiques sur la sécurité constituent également un élément clé de cette approche (Buzan, Wæver et de Wilde, 1998, p. 32). Cette approche souligne que la sécurité n'est pas seulement une question qui concerne les États, mais aussi un phénomène multidimensionnel vécu par les individus et les communautés. La discrimination, l'exclusion et les problèmes de représentation auxquels les musulmans sont confrontés dans leur vie quotidienne peuvent être traités en tant que composantes fondamentales de la sécurité dans ce contexte. En conséquence, le concept de sécurité peut cesser d'être un cadre oppressif dans les études sur l'islam et évoluer vers un outil analytique libérateur.

Le deuxième pilier majeur des voies épistémiques alternatives est constitué par les approches féministes et décoloniales (Harding, 1991, p. 120). Ces approches remettent en question la nature même de la connaissance, ainsi que les sujets qui la détiennent et la manière dont elle est produite. En effet, l'épistémologie féministe met l'accent sur l'importance de l'expérience et du positionnement dans la production de la connaissance. L'examen des études sur l'islam en Europe à travers ce prisme démontre que les expériences des femmes musulmanes sont fréquemment

soumises à une marginalisation cumulative, en raison de leur appartenance religieuse et de leur genre. Dans la littérature spécialisée en matière de sécurité, les femmes musulmanes sont souvent dépeintes soit comme des sujets opprimés, soit comme des agents potentiels de radicalisation, tandis que leurs narrations individuelles sont souvent négligées. Les approches décoloniales, quant à elles, mettent en cause la position hégémonique de l'Europe dans la production de connaissances et défendent la légitimité des formes de connaissances issues de différentes géographies et expériences (Mignolo, 2011, p. 32-35). Dans le cadre des travaux sur l'islam en Europe, il apparaît essentiel d'inclure non seulement les musulmans d'Europe, mais également les traditions intellectuelles du monde musulman dans le processus de production de connaissances. Cette démarche permet de dépasser une approche autocentrée de l'étude de l'islam, historiquement dominée par la perspective européenne, et de contribuer à l'émergence d'un espace épistémique multicentrique.

Afin que les constructions théoriques soient significatives, une modification méthodologique s'avère par ailleurs indispensable. À cet égard, les recherches-actions participatives, les modèles de co-écriture et les pratiques de recherche communautaires représentent des instruments essentiels pour transcender les lacunes épistémiques. Les recherches-actions participatives considèrent les communautés étudiées à la fois comme des sources de données et des acteurs actifs du processus de recherche. En Europe, dans le champ des études sur l'islam, cela signifie que les acteurs musulmans sont impliqués à toutes les étapes du processus de recherche, de la définition des problématiques à l'interprétation des résultats. De telles approches permettent de générer des connaissances plus riches et plus approfondies, tant d'un point de vue éthique qu'épistémique (Amir-Moazami, 2021, p. 28-33). Les modèles de co-auteur sont une pratique qui vient perturber les hiérarchies académiques en vigueur. Les recherches menées en collaboration avec des acteurs de la société civile musulmane, des chefs religieux ou des organisations de jeunesse peuvent conduire à l'ébranlement des hypothèses établies sur la propriété de la connaissance. Ainsi, les études sur l'islam peuvent devenir un domaine de recherche mené conjointement avec les musulmans, et non plus sur les musulmans. Cette transformation méthodologique nécessite également que la discipline des relations internationales repense ses propres limites. En effet, au lieu d'analyses centrées sur l'État et les élites, une conception des relations internationales qui prête attention aux expériences issues de la base pourrait apporter une contribution plus inclusive.

La mise en œuvre d'approches épistémiques alternatives ne saurait être déterminée par les seules préférences individuelles des chercheurs. Une telle entreprise requiert, en outre, une transformation des structures institutionnelles. À cet égard, les régimes de financement et les politiques de publication occupent une place prépondérante. En Europe, l'essentiel des fonds de recherche est alloué aux thèmes de la sécurité et de la gouvernance. Ce constat met en évidence le désavantage subi par les travaux critiques et normatifs. Afin de consolider les voies épistémiques alternatives, il apparaît nécessaire que les organismes de financement pro-

cèdent à une réévaluation de leurs priorités thématiques. Une telle démarche pourrait prendre la forme d'un soutien explicite à des thèmes tels que la justice épistémique, la recherche participative et les perspectives décoloniales, et serait susceptible d'entraîner une véritable transformation dans les études sur l'islam. De même, il s'avère nécessaire d'opérer une transformation dans le domaine de l'édition universitaire. Une grande partie des revues à fort impact privilégient certains cadres théoriques et approches méthodologiques spécifiques. Il en résulte une visibilité limitée des voix alternatives. Ainsi, afin de renforcer la pluralité épistémique, nous proposons trois mesures : la diversification des politiques éditoriales, l'élargissement des pools de pairs évaluateurs et l'ouverture à différents styles d'écriture.

Dans la conclusion de cette partie, nous émettons une recommandation qui s'adresse spécifiquement à la discipline des relations internationales. Au cœur de cette étude, nous soutenons l'argument selon lequel les relations internationales, en tant qu'acteur épistémique, jouent un rôle silencieux mais efficace dans les études sur l'islam en Europe. Ce silence résulte du fait que la discipline ne remet pas en question ses propres épistémologies centrées sur la sécurité. Historiquement, les relations internationales ont été conceptualisées comme un domaine restreint aux relations interétatiques, la diversité sociale et les dynamiques internes étant considérées comme des aspects périphériques. À l'heure actuelle, il apparaît cependant que les débats relatifs à la sécurité, l'identité et les normes ne peuvent plus être dissociés de l'expérience du pluralisme en Europe. C'est la raison pour laquelle le silence des relations internationales sur les recherches relatives à l'islam en Europe nuit non seulement à ce domaine, mais également à leur propre cohérence théorique. À cet égard, les approches épistémiques alternatives suggérées présentent un potentiel transformateur qui ne se limite pas uniquement aux études sur l'islam, mais s'étend également à la discipline des relations internationales. Une meilleure intégration des approches postcoloniales, féministes et critiques dans le courant dominant des relations internationales est susceptible d'élargir l'horizon tant théorique que normatif de cette discipline.

Conclusion

Cet article a pour objectif de reconsidérer la structure épistémologique des études sur l'islam en Europe à travers l'influence silencieuse mais déterminante de la discipline des relations internationales (RI). Dans cette perspective, l'argument principal repose sur l'idée que, bien qu'elle ne soit pas directement perceptible, la théorie des RI constitue un acteur épistémique puissant qui détermine les frontières de la production de connaissances sur l'islam en Europe à travers des cadres axés sur la sécurité, le risque et la gouvernance. Ce phénomène confère une légitimité à certaines formes de connaissances tout en marginalisant, de manière systématique, la subjectivité musulmane et les orientations épistémiques alternatives.

L'analyse de l'article a permis de mettre en exergue trois conclusions principales. En premier lieu, il a été démontré que les principaux courants de pensée de

RI, tels que le réalisme, le libéralisme et le constructivisme, traitent majoritairement l'islam en Europe comme un objet d'intervention politique, malgré leurs différences théoriques. Ces démarches présentent l'islam comme une menace pour la sécurité, un problème d'intégration ou un problème discursif. Elles accordent rarement une place centrale à la production de connaissances et aux revendications publiques des acteurs musulmans. En deuxième lieu, l'analyse met en évidence que les interactions épistémiques entre la sphère académique et l'élaboration des politiques de sécurité européennes ont contribué à l'institutionnalisation d'un champ de recherche structuré autour de référentiels sécuritaires. Cette dynamique est particulièrement observable dans les sous-champs consacrés à la radicalisation et à la sécurité, où une part significative des études sur l'islam en Europe tend à s'inscrire dans un cadre analytique centré sur la sécurité. Les mécanismes de financement et les structures d'expertise de l'Union européenne, notamment, ont contribué à la définition des priorités de recherche autour de thématiques telles que la radicalisation, la prévention et l'intégration sociale. En troisième lieu, nous avons procédé à l'analyse des implications sociales et politiques découlant de ces absences de discours épistémiques. Il a été établi que l'émergence des musulmans en tant qu'acteurs significatifs dans l'espace public, tout en manifestant une rareté dans l'expression directe, contribue à l'exacerbation de la crise de représentation et à la contraction des frontières de la participation démocratique.

Sur la base de ces constats, l'article procède à l'exposé de trois conclusions essentielles. En premier lieu, il apparaît nécessaire d'élargir le cadre épistémologique des études sur l'islam en Europe afin d'inclure des dimensions telles que la citoyenneté, la justice sociale et la participation politique, plutôt que de se limiter à la seule question de la sécurité. Cette démarche implique une remise en question critique de la part de la discipline des relations internationales, qui doit cesser de rester silencieuse sur les études sur l'islam en Europe et devenir un sujet actif dans la remise en question de son propre rôle épistémique. Dans cette perspective, il s'avère fondamental d'intégrer de manière plus significative les approches postcoloniales et critiques au sein du courant dominant de la discipline. En outre, le principe de justice épistémique doit être positionné comme une dimension centrale des études l'islam en Europe. Ce principe implique que les acteurs musulmans cessent d'être exclusivement l'objet de la recherche pour devenir des sujets actifs dans le processus de production de connaissances.

En somme, les études sur l'islam en Europe se trouvent à un tournant de leur développement. D'une part, la tendance actuelle des régimes de savoir sécurisés a pour effet de restreindre le champ de cette discipline à une expertise limitée. D'autre part, une approche alternative fondée sur la justice épistémique et le pluralisme a le potentiel de favoriser un environnement académique plus inclusif et plus rigoureux sur le plan analytique. Cet article défend l'idée que cette deuxième voie est non seulement plus équitable, mais aussi plus solide d'un point de vue théorique et normatif.

Références bibliographiques

- Adiong, N. M., Mauriello, R., & Abdelkader, D. (Eds.). (2019). *Islam in international relations: Politics and paradigms*. Routledge.
- Al Majalla. (2024, January 15). *Denmark's ghetto laws replicated in other Scandinavian countries*. <https://en.majalla.com/node/246696/politics-denmark%E2%80%99s-ghetto-laws-replicated-other-scandinavian-countries>
- Al-Shamari, N. (2024). Islamic paradigm of international relations in times of peace and conflict: A conceptual framework. *Journal of Islamic Thought and Civilization*, 14(1), 40–54. <https://doi.org/10.32350/jitc.141.03>
- Amir-Moazami, S. (2021). Epistemologies of the “Muslim question” in Europe: On the politics of knowledge production in a minefield. In A. Barras, J. A. Selby, & M. Adrian (Eds.), *Producing Islam(s) in Canada: On knowledge, positionality, and politics* (pp. 27–49). University of Toronto Press.
- Bakir, A. (2023). Islam and international relations (IR): Why is there no Islamic IR theory? *Third World Quarterly*, 44(1), 22–38. <https://doi.org/10.1080/01436597.2022.2121695>
- Bertossi, C. (2007). *Les musulmans, la France, l'Europe: Contre quelques faux-semblants en matière d'intégration*. Fondation Européenne des Études Progressistes.
- Bourdieu, P. (1988). *Homo academicus* (P. Collier, Trans.). Stanford University Press.
- Bourdieu, P. (1991). *The political ontology of Martin Heidegger*. Polity Press.
- Bourdieu, P. (1996). *The state nobility: Elite schools in the field of power*. Stanford University Press. <https://doi.org/10.1515/9781503615427>
- Bourbeau, P. (2014). Moving forward together: Logics of the securitization process. *Millennium: Journal of International Studies*, 43(1), 187–206. <https://doi.org/10.1177/0305829814541504>
- Buzan, B. (1991). *People, states and fear: An agenda for international security studies in the post-Cold War era* (2nd ed.). Harvester Wheatsheaf.
- Buzan, B., & Wæver, O. (2003). *Regions and power: The structure of international security*. Cambridge University Press.
- Buzan, B., Wæver, O., & de Wilde, J. (1998). *Security: A new framework for analysis*. Lynne Rienner Publishers.
- Cesari, J. (2009). *The securitisation of Islam in Europe* (CEPS Challenge Paper No. 15). Centre for European Policy Studies.
- Cesari, J. (2012). Securitization of Islam in Europe. *Die Welt des Islams*, 52(3–4), 430–449. <https://doi.org/10.1163/15700607-00520001>

- Counter Extremism Project. (2024). *France: Extremism and terrorism*. <https://www.counterextremism.com/countries/france-extremism-and-terrorism>
- Dağ, F. (2024). Fransa. In M. Yardım (Ed.), *İslamofobi raporlarının söylemsel kurgusu* (pp. 139–178). NEU Press.
- Dotson, K. (2011). Tracking epistemic violence, tracking practices of silencing. *Hypatia*, 26(2), 236–257. <https://doi.org/10.1111/j.1527-2001.2011.01177.x>
- European Commission. (2024). *Radicalisation Awareness Network (RAN)*. Directorate-General for Migration and Home Affairs. https://home-affairs.ec.europa.eu/networks/radicalisation-awareness-network-ran_en
- European Forum for Urban Security. (2018, May 15). *How urban security benefits from the European Union's Horizon 2020 research programme*. <https://efus.eu/un-categorized/how-urban-security-benefits-from-the-european-unions-horizon-2020-research-programme/>
- European Research Executive Agency. (2024). *Horizon Europe – Cluster 3: Civil security for society*. https://rea.ec.europa.eu/funding-and-grants/horizon-europe-cluster-3-civil-security-society_en
- Federal Ministry of Education and Research. (2020). *The European security research programme under Horizon 2020: The “Secure societies” challenge*. <https://sifo.bmbfcluster.de/en/the-european-security-research-programme-under-horizon-2020-the-secure-societies-challenge-2221.html>
- Foucault, M. (1978). *The history of sexuality: Vol. 1. An introduction* (R. Hurley, Trans.). Vintage Books.
- Foucault, M. (1982). The subject and power. *Critical Inquiry*, 8(4), 777–795. <https://doi.org/10.1086/448181>
- Foucault, M., Gordon, C., Marshall, L., & Mepham, J. (1980). *Power/knowledge: Selected interviews and other writings 1972–1977*. Harvester Wheatsheaf.
- France 24. (2018, December 12). *What is France's “fichier S” watchlist – and does it work?* <https://www.france24.com/en/20181212-france-terror-watchlist-fichier-security-attack>
- Fricker, M. (2007). *Epistemic injustice: Power and the ethics of knowing*. Oxford University Press.
- Geuskens, M. (2018). *Epistemic justice: A principled approach to knowledge generation and distribution* [Doctoral dissertation, Tilburg University].
- Geuss, R. (1981). *The idea of a critical theory: Habermas and the Frankfurt School*. Cambridge University Press.

- Harding, S. (1991). *Whose science? Whose knowledge? Thinking from women's lives*. Cornell University Press.
- HM Government. (2015). *Revised Prevent duty guidance: For England and Wales*. Home Office. <https://www.gov.uk/government/publications/prevent-duty-guidance>
- Human Rights Watch. (2008, May 13). *The Netherlands: Discrimination in the name of integration*. <https://www.hrw.org/report/2008/05/13/netherlands-discrimination-name-integration/migrants-rights-under-integration>
- Human Rights Watch. (2016, February 3). *France: Abuses under state of emergency*. <https://www.hrw.org/news/2016/02/03/france-abuses-under-state-emergency>
- Joppke, C. (2007). Transformation of immigrant integration: Civic integration and antidiscrimination in the Netherlands, France, and Germany. *World Politics*, 59(2), 243–273. <https://doi.org/10.1353/wp.2007.0022>
- Koch, I. (2021). The Danish “ghetto initiatives” and the changing nature of social citizenship. *Critical Social Policy*, 41(2), 285–305. <https://doi.org/10.1177/0261018320978504>
- Lechner, I. M., de Ridder, J., van Woudenberg, R., & Anttila, S. (2025). The university, epistemic power, and institutional epistemic responsibilities. *Social Epistemology*, 1–15. <https://doi.org/10.1080/02691728.2025.2553111>
- Magued, S. (2019). Constructivism in the Islamic approach to international relations: Davutoğlu and Qutb as case studies. In N. M. Adiong, R. Mauriello, & D. Abdelkader (Eds.), *Islam in international relations: Politics and paradigms* (pp. 83–101). Routledge.
- Meer, N., & Modood, T. (2009). The multicultural state we're in: Muslims, “multi-culture” and the civic re-balancing of British multiculturalism. *Political Studies*, 57(3), 473–497. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9248.2008.00745.x>
- Mearsheimer, J. J. (2001). *The tragedy of great power politics*. W. W. Norton.
- Mignolo, W. D. (2011). *The darker side of Western modernity: Global futures, decolonial options*. Duke University Press.
- Modood, T. (2011). *Multiculturalism and integration*. Council of Europe.
- Olsson, S., & Stenberg, L. (2022). Territory at stake! In defence of “religion” and “Islam.” In L. Stenberg & P. Wood (Eds.), *What is Islamic studies? European and North American approaches to a contested field* (pp. 82–105). Edinburgh University Press.

- Open Society Foundations. (2024, September 30). *A community rallies against racial discrimination in Denmark*. <https://www.opensocietyfoundations.org/voices/a-community-rallies-against-racial-discrimination-in-denmark>
- Peels, R. (2024). Towards a fruitful concept of radicalisation: A synthesis. *Journal of Contemporary European Studies*, 32(3), 610–624. <https://doi.org/10.1080/14782804.2023.2185594>
- Pervin, N., & Mokhtar, M. (2022). The interpretivist research paradigm: A subjective notion of a social context. *International Journal of Academic Research in Progressive Education and Development*, 11(2), 419–428. <https://doi.org/10.6007/IJARPED/v11-i2/12938>
- Poole, E. (2002). *Reporting Islam: Media representations of British Muslims*. I.B. Tauris.
- Saeed, A. (2007). Media, racism and Islamophobia: The representation of Islam and Muslims in the media. *Sociology Compass*, 1(2), 443–462. <https://doi.org/10.1111/j.1751-9020.2007.00039.x>
- Said, E. W. (1979). Introduction. In *Orientalism* (pp. 1–28). Vintage Books.
- Spivak, G. C. (1988). Can the subaltern speak? In C. Nelson & L. Grossberg (Eds.), *Marxism and the interpretation of culture*, 271–313. University of Illinois Press.
- Stenberg, L., & Wood, P. (Eds.). (2022). *What is Islamic studies? European and North American approaches to a contested field*. Edinburgh University Press.
- Tadjbakhsh, S. (2010). International relations theory and the Islamic worldview. In A. Acharya & B. Buzan (Eds.), *Non-Western international relations theory: Perspectives on and beyond Asia* (pp. 174–197). Routledge.
- The Intercept. (2019, February 23). *Liberté for whom: How France has failed French Muslims*. <https://theintercept.com/2019/02/23/france-islamophobia-islam-french-muslims-terrorism/>
- Tickner, J. A. (2002). Feminist perspectives on 9/11. *International Studies Perspectives*, 3(4), 333–350. <https://doi.org/10.1111/1528-3577.00099>
- Waltz, K. N. (1979). *Theory of international politics*. Addison-Wesley.
- Yetimoğlu, B. (2025). *Islam(s) en Europe, entre héritages historiques, enjeux sécuritaires et reconfigurations institutionnelles: Les politiques religieuses de la Turquie et du Maroc en France et en Belgique* [Unpublished doctoral dissertation, Université Internationale de Rabat].